

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
Minimum 10 fr.
La page 200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 30 juillet 1935**, (articles 2 et 7 rendus applicables aux dépenses de personnel des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat par décret du 8 août 1935 — arrêté de promulgation du 21 août 1935 —) fixant les modalités d'application du décret du 16 juillet 1935 instituant un *prélèvement général de 10% sur les dépenses publiques*. 516
- Décret du 8 août 1935**, portant *création du crédit colonial*. (Arrêté de promulgation du 21 octobre 1935). 517
- Décret du 31 août 1935**, complétant le décret du 2 mars 1910, modifié par le décret du 19 juillet 1934 relatif à la *réglementation de l'indemnité de zone*. (Arrêté de promulgation du 21 octobre 1935). 522
- Décret du 4 septembre 1935**, relatif à l'*organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales*. (Arrêté de promulgation du 17 octobre 1935). 523
- Décrets des 7 et 13 septembre 1935**, relatifs au *cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé — Administrateurs des colonies — Cadre général des travaux publics des colonies — Cadre général de l'agriculture — Météorologistes coloniaux*. (Arrêté de promulgation du 17 octobre 1935). 523
- Décret du 15 septembre 1935**, portant application aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, à l'exception de l'Indochine et de la Nouvelle Calédonie et dépendances, et aux territoires du Cameroun et du Togo, de la loi du 15 janvier 1930 *abrogeant le paraphe et le visa annuels du livre journal et du livre d'inventaires* prescrits par l'article 10 du code de commerce. (Arrêté de promulgation du 17 octobre 1935). 525

- Décret du 20 septembre 1935**, relatif aux *indemnités de déplacement des fonctionnaires à l'étranger*. (Arrêté de promulgation du 19 octobre 1935). 525
- Décret du 21 septembre 1935**, portant *réduction de 10% du montant des intérêts de certaines créances privilégiées* dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation du 21 octobre 1935). 526
- Décret du 22 septembre 1935**, relatif au *délit de l'usure* et fixant le *taux de l'intérêt légal* et le *taux maximum de l'intérêt conventionnel* dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et l'Indochine et dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun. (Arrêté de promulgation du 11 octobre 1935). 527
- Rectificatif au décret du 10 septembre 1935**, réglementant les *conditions d'admission et de séjour au Togo des nationaux français étrangers*. 528

ACTES DU PRÉSIDENT DE LA COUR D'APPEL DE L'A. O. F.

Session d'assises 528

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 9 octobre 1935**, abrogeant l'arrêté du 21 septembre 1935 mettant en *observation sanitaire* les voyageurs en provenance de la Nigeria. 529
- Arrêté du 9 octobre 1935**, portant *réduction de 10% sur la retenue de logement* des fonctionnaires logés dans les immeubles du Territoire. 529
- Arrêté du 11 octobre 1935**, abrogeant l'*indemnité forfaitaire de déplacement* allouée aux commandants de cercles, adjoints aux commandants de cercles et chefs de subdivision. 529

Arrêté du 11 octobre 1935 , prononçant le maintien provisoire du cercle d'Anécho.	529
Arrêté du 11 octobre 1935 , accordant une allocation pour frais d'entretien de monture.	530.
Arrêté du 12 octobre 1935 , portant réorganisation du service de l'agriculture et des forêts.	530
Arrêté du 12 octobre 1935 , fixant le siège de la circonscription du coton.	531
Arrêté du 12 octobre 1935 , fixant le nombre et le siège des circonscriptions agricoles	531
Arrêté du 14 octobre 1935 , accordant une prime de transport pour les produits oléagineux transportés par véhicules automobiles du nord du Territoire jusqu'à Blittah.	531
Arrêté du 18 octobre 1935 , mettant sous le régime du passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold Coast.	532
Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène	532
Administrateur-maire de la commune mixte de Lomé (Désignation d'un fonctionnaire pour suppléer l')	534
Affectation spéciale	534
Allocation	534
Collecteurs d'impôts	534
Commission municipale de la commune mixte de Lomé	534
Energie électrique (Tarifs de vente de l')	534
Inspection des produits	535
Police (Prestation de serment)	535
Tribunal colonial d'appel	535
Domaines	535
Nomination d'un consul	535
Avis aux navigateurs	535

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	536
-----------------	-----

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

DECRET du 30 juillet 1935, (articles 2 à 7 rendus applicables aux dépenses de personnel des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat par décret du 8 août 1935 — Arrêté de promulgation du 21 août 1935 —) Fixant les modalités d'application du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10% sur les dépenses publiques.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DECRETE :

ART. 2. — Le prélèvement est établi sur tous traitements, soldes, salaires, indemnités, remises et allocations, quel qu'en soit le mode de détermination, que les bénéficiaires soient employés à titre permanent, auxiliaire, intérimaire ou contractuel.

Toutefois, ne sont pas assujetties au prélèvement les indemnités dont le montant représente le remboursement de dépenses engagées pour le compte de l'Etat (loyer, matériel, frais de transport) lorsque ce remboursement correspond exactement au montant de la dépense réelle. En aucun cas les frais ainsi remboursés aux agents ne pourront excéder le montant de cette dépense.

ART. 3. — Les sommes soumises au prélèvement sont les sommes nettes revenant aux intéressés, déduction faite :

a) Des retenues normales établies en vue de la constitution de pensions ou retraites;

b) Du montant du prélèvement consécutif au décret du 4 avril 1934.

ART. 4. — Pour tous les fonctionnaires et agents dont les émoluments sont compris entre 8,000 et 8,200 francs, le taux du prélèvement est réduit à 4 p. 100.

Pour tous les fonctionnaires et agents dont les émoluments sont compris entre 10,000 et 10,800 francs, le prélèvement est réduit aux chiffres ci-après :

Agents dont les émoluments varient de 10,000 à 10,200 francs, 6 p. 100.

Agents dont les émoluments varient de 10,201 à 10,400 francs, 7 p. 100.

Agents dont les émoluments varient de 10,401 à 10,600 francs, 8 p. 100.

Agents dont les émoluments varient de 10,601 à 10,800 francs, 9 p. 100.

Dans chaque tranche, les émoluments nets, après prélèvement, seront toujours au moins égaux aux émoluments nets maxima de la tranche immédiatement supérieure.

ART. 5. — Pour la détermination du taux de prélèvement à appliquer, il est fait masse de la totalité des sommes nettes revenant aux intéressés et assujetties au prélèvement à titre de traitements, soldes, salaires ou indemnités, quelles que soient les administrations ou collectivités auxquelles incombe la charge de ces rémunérations, à l'exclusion toutefois des indemnités pour charges de famille.

Ces indemnités supportent le prélèvement au taux appliqué aux émoluments principaux déterminé ainsi qu'il est indiqué au paragraphe précédent.

ART. 6. — Dans tous les cas où l'agent se trouve placé dans une position n'ouvrant droit qu'à une fraction des traitements, soldes, salaires ou indemnités, le taux du prélèvement est calculé d'après la rémunération normale d'activité, puis appliqué à la part de rémunération dont bénéficie effectivement l'intéressé.

ART. 7. — Les fonctionnaires et agents qui, préalablement à leur admission dans les cadres, sont assujettis à un stage et reçoivent dans cette situation une rémunération non soumise à retenues pour pensions ou retraite, subissent le prélèvement sur cette rémunération déduction faite de la retenue qu'elle est appelée à supporter ultérieurement.

Fait à Paris, le 30 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances.
Marcel RÉGNIER.

Création du crédit colonial

ARRETE N° 478 promulguant au Togo le décret du 8 août 1935 portant création du crédit colonial.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 août 1935 portant création du crédit colonial;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 8 août 1935 portant création du crédit colonial.

Porto-Novo, le 21 octobre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935, fixant les modalités suivant lesquelles sont réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 10 octobre 1919 approuvant la convention conclue entre le ministre des finances et le crédit national;

Vu le décret du 20 novembre 1919 approuvant les statuts du crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre;

Vu la loi du 27 février 1931 relative au crédit colonial;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont autorisés à conclure :

1° — Une convention avec le directeur général du crédit national, agissant pour le compte d'une société anonyme à constituer sous la dénomination de crédit colonial;

2° — Une convention avec le directeur général du crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre, agissant pour le compte de cet établissement et dûment autorisé par délibération du conseil d'administration du 4 octobre 1932, et sous réserve de l'approbation ultérieure de l'assemblée générale des actionnaires.

ART. 2. — Sont approuvés les statuts ci-annexés du crédit colonial.

ART. 3. — Les modifications qui seraient apportées aux statuts du crédit colonial devront être approuvées par décrets rendus sur la proposition des ministres des finances et des colonies.

ART. 4. — La banque de l'Indochine, la banque de l'Afrique occidentale, la banque de Madagascar et les banques coloniales régies par la loi du 21 mars 1919 sont autorisées à participer à la constitution du capital du crédit colonial, dans les conditions prévues par les statuts de cet établissement.

ART. 5. — Les prêts effectués par le crédit colonial pourront être garantis par les colonies, protectorats et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Dans les colonies pourvues d'un conseil général, la garantie sera donnée par le gouverneur dans les limites d'une autorisation annuellement fixée par le conseil général.

Dans les autres colonies, la garantie sera donnée par le gouverneur ou par le gouverneur général, dans les limites de l'autorisation annuelle du conseil d'administration et du conseil de gouvernement.

ART. 6. — Le crédit colonial est autorisé à contracter des emprunts.

Les émissions d'obligations qu'il effectuera seront soumises à l'autorisation des ministres des finances et des colonies qui en fixeront les conditions et les modalités.

Des lots et primes pourront être attachés à ces obligations au moment de leur remboursement.

ART. 7. — La gestion et les services de la société sont soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances en France et de l'inspection des colonies hors de la métropole.

ART. 8. — Le prélèvement annuel de 12 millions prévu par l'article 8 de la convention du 24 mars 1929, l'article 6 de la convention du 11 avril 1930, l'article 4 de la convention du 26 mars 1931 et l'article 6 de la convention du 24 mars 1932 sera maintenu au bénéfice du crédit colonial jusqu'au 31 décembre 1939 après constitution des fonds de réserve spéciaux visés aux conventions précitées.

ART. 9. — L'administrateur représentant les colonies est dispensé de la possession d'action.

Le cautionnement des autres administrateurs sera constitué par les établissements souscripteurs à concurrence de 25 actions par administrateur.

ART. 10. — Les conventions visées à l'article 1^{er} du présent décret, les statuts et tous les actes relatifs à la constitution du crédit colonial seront dispensés des droits de timbre et enregistrés gratuitement.

Sont dispensés de tous droits de timbre et d'enregistrement comme de toute taxe métropolitaine ou coloniale quelconque, tous les actes passés entre la société, le crédit colonial et l'Etat ou les colonies, protectorats et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies pour l'exécution de la convention passée avec le crédit colonial.

ART. 11. — Les intérêts des avances consenties par le crédit national au crédit colonial pour l'objet social seront exempts de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des créances.

ART. 12. — Les intérêts des prêts consentis par le crédit colonial seront exempts, dans la métropole, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des créances.

ART. 13. — Les sommes pouvant revenir aux colonies du fait de l'application des conventions qui interviendront avec le crédit colonial feront l'objet d'un programme d'emploi approuvé par le ministre des colonies.

ART. 14. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 15. — Le président du conseil, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, cha-

cun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

STATUTS DU CREDIT COLONIAL

TITRE PREMIER

**Formation de la société — Dénomination — Objet —
Siège — Durée**

ARTICLE PREMIER. — Il est formé, entre les propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme qui sera régie par les présents statuts ainsi que par la convention visée à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, du décret portant création du crédit colonial.

La société prend la dénomination de crédit colonial.

ART. 2. — La société a pour objet de consentir des prêts portant intérêt, d'une durée qui ne pourra être ni inférieure à trois ans, ni supérieure à dix ans, en vue de faciliter la création, le développement, la remise en marche ou le fonctionnement d'exploitations ou d'entreprises exerçant leur activité dans les Territoires dépendant du ministère des colonies et appartenant à des Français, sujets ou protégés français.

ART. 3. — La société ne peut recevoir aucun dépôt ni d'espèces ni de titres, consentir aucune avance autre que celles visées à l'article précédent, escompter aucun effet de commerce ou autre, prendre aucune participation financière, faire aucune négociation de titres ni aucune opération de banque autre que celles nécessaires à la réalisation de son objet social tel qu'il est défini ci-dessus.

ART. 4. — Le siège de la société est à Paris, 49, rue Saint-Dominique.

Il pourra être transféré en tout lieu de la même ville par simple décision du conseil d'administration.

ART. 5. — La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

TITRE II

Capital social — Actions — Versements

ART. 6. — Le capital social est fixé à vingt millions de francs et divisé en 4.000 actions de 5.000 francs chacune à souscrire et payable en numéraire, à l'exception des actions d'apport visées à l'article suivant.

Le capital social à souscrire et payer en numéraire est constitué de la manière suivante :

Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre : 2.000 actions ;

Banque de l'Indochine : 525 actions ;

Banque de l'Afrique occidentale : 525 actions.

Banque de Madagascar : 350 actions ;

Banque de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion : 100 actions chacune ;

Banque de la Guyane : 50 actions.

Les colonies recevront cent cinquante actions de la société, entièrement libérées. Le crédit national en recevra cent.

Les titres attribués aux colonies seront, au moment de la création de la société, délivrés provisoirement à l'Etat. Celui-ci sera chargé de les rétrocéder aux colonies, dans une proportion qui sera déterminée dans un délai de trois ans et en tenant compte de l'importance de la garantie donnée par chacune d'entre elles, aux prêts du crédit colonial.

ART. 7. — Le capital social pourra être augmenté au moyen de la création et de l'émission d'autres actions de même type ou de type différent ; il pourra être porté à 50 millions, en une ou plusieurs fois sur simple décision du conseil d'administration et au delà de ce chiffre, par décision de l'assemblée générale prise dans les conditions de l'article 33 ci-après.

La majorité nécessaire pour décider de l'augmentation du capital social, au conseil et à l'assemblée, devra toutefois être des trois cinquièmes.

Le conseil d'administration fixera le taux et les conditions des émissions nouvelles, ainsi que les délais et formes dans lesquels le droit de préférence pourra être exercé.

L'assemblée générale peut aussi, en vertu d'une délibération prise comme il vient d'être dit, décider la réduction du capital social, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit.

ART. 8. — Le capital social, dans la mesure où il ne sert pas à couvrir les frais de constitution, d'établissement ou d'exploitation de la société ou à effectuer les opérations prévues par les présents statuts, devra être représenté par des espèces ou lingots en caisse à la Banque de France, au trésor ou chez les différentes banques d'émission privilégiées, ou par des bons, obligations et rentes sur l'Etat français ou par des titres admis en garantie des avances de la Banque de France, ou par des pensions de ces mêmes titres, ou par des reports pratiqués par ministère d'un agent de change sur valeurs cotées au marché officiel.

ART. 9. — Le montant des actions à souscrire est payable, savoir :

Un quart, soit 1.250 frs., à la souscription ;

Le surplus, aux dates et dans les conditions qui seront fixées par le conseil d'administration.

Le montant des actions qui pourront être créées par la suite, conformément à l'article 7, sera payable suivant les décisions prises par l'assemblée générale qui en aura décidé la création et l'émission.

A défaut de paiement sur les actions aux époques déterminées par l'assemblée générale, l'intérêt est dû par chaque jour de retard, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice. Le taux en est fixé à 3 p. 100 au-dessus du taux des avances de la Banque de France.

Les actions appartenant au crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre seront incessibles sauf en cas de dissolution anticipée dudit crédit national. Les actions appartenant aux banques coloniales d'émission seront incessibles jusqu'à l'expiration de leur privilège.

Lorsque certaines actions seront devenues cessibles, l'établissement propriétaire de ces actions aura la faculté de les faire racheter par l'Etat. S'il renonce à user, de cette faculté, les actions, s'il s'agit de celles d'une banque d'émission, seront obligatoirement, ou bien conservées par celle-ci, si son privilège est renouvelé, ou bien transmises à la banque qui la remplacera ; s'il s'agit des actions du crédit national, elles pourront être rachetées par les autres actionnaires.

qui les répartiront entre eux et si ce droit n'est pas exercé, l'Etat sera tenu de racheter les actions.

Le prix de rachat ou de cession des actions, dans chacune de ces hypothèses, sera égal au montant du capital versé et non remboursé, augmenté d'une part proportionnelle dans les réserves.

ART. 10. — Les actions sont et resteront nominatives même après leur entière libération. La cession s'opère par voie de transfert inscrit sur le registre de la société signé par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire.

ART. 11. — Sauf les droits qui seraient accordés aux actions de priorité, s'il en était créé, chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

Elle donnera droit, en outre, à une part de bénéfice telle qu'elle sera définie par la convention à intervenir avec l'Etat.

ART. 12. — Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

ART. 13. — Les représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

TITRE III

Direction et administration de la société

SECTION I

Direction.

ART. 14. — La direction des affaires de la société est exercée par le directeur général du crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre.

Un directeur du crédit national remplit les fonctions qui lui sont déléguées par le directeur général et supplée celui-ci en cas d'absence, vacance ou maladie.

ART. 15. — Le directeur général nomme et révoque tous les fonctionnaires et agents de la société, à l'exception des agents visés à l'article 41 ci-après; il fixe leur traitement et les conditions de leur avancement.

Il signe la correspondance, fait le recouvrement des sommes dues à la société, signe toute quittance avec ou sans mainlevée, ainsi que tous chèques, virements ou mandats. Il exécute les délibérations du conseil d'administration et signe tous actes qui en sont la conséquence.

Il fait tous actes conservatoires, représente la société au regard des tiers et exerce les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant.

ART. 16. — Le directeur général peut exercer par mandataire tous les pouvoirs qui lui sont délégués pour un ou plusieurs objets déterminés.

SECTION II

Conseil d'administration.

ART. 17. — Le conseil d'administration se compose du directeur général, qui en est le président, et dont la voix, en cas de partage, est prépondérante, et des administrateurs nommés de la façon suivante:

Le directeur qui préside le conseil en l'absence du directeur général, vice-président;

Un administrateur, nommé au titre de représentant des colonies par décret rendu sur la proposition du ministre des colonies;

Six administrateurs nommés par le crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre;

Deux administrateurs nommés par la banque de l'Indochine;

Deux administrateurs nommés par la banque de l'Afrique occidentale;

Un administrateur nommé par la banque de Madagascar;

L'agent central des banques coloniales (banque de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane).

Les membres du conseil d'administration doivent jouir des droits de citoyen français.

L'administrateur représentant les colonies sera un fonctionnaire en activité de service. Il peut exercer un droit de veto à l'égard de toute opération de prêt comportant la garantie des colonies.

ART. 18. — Les administrateurs pourront recevoir des jetons de présence, à l'exclusion de tout tantième. Le montant de ces jetons est fixé sur la proposition du conseil d'administration, par décision du ministre des finances et du ministre des colonies.

ART. 19. — Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la société.

Il délibère sur tous traités, transactions, compromis, transferts de rente sur l'Etat ou autres valeurs. Il délibère sur tous désistements de droits, actions, privilèges et hypothèques, sur toute mainlevée d'inscriptions, saisies et oppositions, le tout avec ou sans payement.

Il détermine l'emploi des fonds sociaux et de ceux provenant de l'émission des obligations dans les conditions prévues par les présents statuts et la convention passée avec l'Etat.

Il autorise l'octroi des avances en se conformant aux dispositions des présents statuts, de la convention précitée et du règlement prévu par l'article 43.

Il autorise toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, ainsi que tous désistements.

Il autorise l'achat et la vente de tous biens et droits mobiliers et immobiliers.

Il fixe les dépenses générales de l'administration.

Il délibère, sous réserve des attributions conférées aux ministres des finances et des colonies par l'article 6 du décret portant création du crédit colonial, sur la création, l'émission, l'achat et la vente des obligations de la société.

Il établit et modifie, s'il y a lieu, le règlement intérieur prévu à l'article 45 sous réserve de l'approbation du ministre des finances et du ministre des colonies.

Il délibère sur les comptes annuels à présenter à l'assemblée générale et sur toutes les propositions à faire à cette assemblée.

Il fixe les appointements, salaires, rémunérations et gratifications des fonctionnaires visés à l'article 41 des présents statuts, ainsi que les dépenses générales d'administration.

Il représente la société vis-à-vis des tiers et de toutes administrations.

Il élit domicile partout où besoin est.

Etant ici expressément convenu que les pouvoirs qui viennent d'être indiqués sont purement énonciatifs et non limitatifs et n'apportent aucune restriction aux principes qui confèrent tous pouvoirs au conseil d'administration.

Il peut déléguer partie de ses pouvoirs et attributions à des comités pris parmi ses membres et com-

prenant le directeur général ou le directeur et le représentant du ministère des colonies.

ART. 20. — Le conseil peut autoriser les administrateurs à se consentir des substitutions de pouvoirs; chacun ne pourra, dans ce cas, avoir plus de deux voix.

ART. 21. — Il est interdit aux administrateurs de prendre ou de contracter un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la société ou pour son compte, à moins qu'ils n'y soient autorisés par l'assemblée générale, conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Il est, chaque année, rendu à l'assemblée générale, un compte spécial de l'exécution des marchés et des entreprises par elle autorisés.

ART. 22. — Le conseil se réunit au siège social au moins dix fois par an, sur convocation de son président. Il se réunit extraordinairement toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige.

Il est tenu un registre des délibérations du conseil d'administration. Le procès-verbal approuvé par le conseil est signé par le président et par le secrétaire du conseil.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un administrateur.

ART. 23. — Aucune délibération n'est valable sans la présence de la moitié des membres du conseil d'administration présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

SECTION III

Censeurs.

ART. 24. — Les censeurs sont au nombre de deux. Ils sont nommés chaque année dans les conditions fixées par le décret du 8 août 1935, modifiant la loi du 24 juillet 1867 en ce qui concerne le choix et les attributions des commissaires. Ils sont rééligibles.

ART. 25. — Les censeurs examinent les inventaires et les comptes annuels. Ils présentent chaque année à l'assemblée générale un rapport sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le conseil d'administration.

Les livres la comptabilité et, généralement, toutes les écritures, doivent leur être communiqués à toute réquisition.

Ils peuvent, à quelque époque que ce soit, vérifier l'état de la caisse et le portefeuille. Ils peuvent, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

Les censeurs reçoivent une rémunération dont le chiffre est déterminé sur la proposition du conseil d'administration, par décision du ministre des finances et du ministre des colonies.

L'un des censeurs pourra opérer seul en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès de l'autre.

TITRE IV

Assemblées générales

ART. 26. — Les actionnaires sont réunis chaque année en assemblée générale par le conseil d'administration, avant la fin du semestre qui suit la clôture de l'exercice, au jour, heure et lieu désignés dans l'avis de convocation.

En outre, des assemblées générales peuvent être à toute époque, convoquées extraordinairement, soit par le conseil d'administration, soit par les censeurs.

ART. 27. — Les assemblées générales régulièrement convoquées et constituées représentent l'universalité des actionnaires et leurs délibérations les obligent tous.

ART. 28. — Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou par le vice-président ou par un administrateur désigné par le conseil d'administration.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux plus forts actionnaires, à l'exclusion du crédit national.

Le bureau désigne le secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

Il est tenu une feuille de présence. Elle contient les noms et domiciles des actionnaires présents et représentés et le nombre des actions possédées par chacun d'eux. Cette feuille est certifiée par le bureau; elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

ART. 29. — L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration.

Il ne peut être mis en délibération aucun objet non porté à l'ordre du jour.

ART. 30. — Les assemblées générales ordinaires doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si une première assemblée ne réunit pas ce nombre, il en est convoqué une deuxième, et elle délibère valablement quelle que soit la valeur du capital représenté, mais seulement sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

Cette deuxième assemblée doit avoir lieu à quinze jours d'intervalle au moins de la première; mais les convocations peuvent n'être faites que dix jours à l'avance, et le conseil d'administration détermine, pour le cas de cette deuxième assemblée, le délai depuis lequel les actions doivent être inscrites sur les registres, pour donner le droit de faire partie de cette assemblée.

ART. 31. — Dans les assemblées générales ordinaires, les décisions sont prises à la majorité des voix et chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

ART. 32. — L'assemblée générale ordinaire qui doit se tenir chaque année, entend le rapport du conseil d'administration sur les affaires sociales; elle entend, également, le rapport des censeurs faisant fonctions de commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le conseil d'administration.

Compte tenu des dispositions de l'article 51, elle discute, approuve, rejette ou redresse les comptes et détermine le bénéfice à répartir; la délibération contenant l'approbation du bilan et des comptes doit être précédée du rapport des censeurs, à peine de nullité.

Elle délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour.

Elle prend toutes décisions, relatives à la création et à l'émission des obligations, sous réserve de l'application des dispositions contenues dans les articles 36 et 37.

Enfin, sauf dans le cas dont il est parlé dans l'article ci-après, l'assemblée générale annuelle ou les assemblées réunies extraordinairement mais composées néanmoins de la même manière prononcent souverainement sur tous les intérêts de la société et confèrent au conseil d'administration les autorisations nécessai-

res pour les cas où les pouvoirs à lui attribués seraient insuffisants.

ART. 33. — L'assemblée générale réunie et délibérant extraordinairement dans les formes susindiquées et dans les conditions spéciales prévues par la loi du 2 novembre 1913 peut, sur initiative du conseil d'administration, modifier les présents statuts dans toutes leurs dispositions, notamment augmenter ou réduire le capital, proroger la durée de la société ou prononcer sa dissolution anticipée, mais sans pouvoir, toutefois, changer l'objet ni la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires.

ART. 34. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par les procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres composant le bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qu'il peut y avoir lieu de délivrer sont signés par un administrateur.

Après dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés par les liquidateurs ou l'un d'entre eux.

TITRE V

Emission des obligations

ART. 35. — En dehors de son capital et de ses réserves, la société peut se procurer des ressources par émissions d'obligations et par des avances du crédit national.

ART. 36. — Les émissions d'obligations sont décidées, sur la proposition du conseil, par l'assemblée générale annuelle, ou, s'il est nécessaire, par une assemblée générale convoquée extraordinairement mais délibérant aux conditions de quorum et de majorité fixées par les articles 30 et 31 ci-dessus. Toutefois, le conseil d'administration est, dès maintenant, autorisé à procéder à l'émission d'obligations, jusqu'à concurrence d'un capital nominal de 500 millions.

ART. 37. — Toute émission d'obligations doit être autorisée par arrêté des ministres des finances et des colonies qui en arrêteront les modalités.

Il pourra être attribué aux obligations des lots et des primes payables au moment du remboursement.

TITRE VI

Dispositions spéciales destinées à faciliter la création, le fonctionnement, le développement ou la remise en marche des exploitations ou des entreprises

SECTION PREMIÈRE

Financement des prêts

ART. 38. — La société peut affecter à ses opérations de prêts, en plus des ressources visées à l'article 35, tout ou partie de ses réserves et tout ou partie des sommes versées sur son capital-actions.

Le taux des prêts est fixé par le conseil d'administration. Il ne peut dépasser de plus de 2 p. 100 le prix de revient en intérêts, primes et lots (compte tenu des impôts s'ils ne sont pas laissés à la charge des porteurs) du dernier emprunt réalisé au moment de la conclusion des prêts.

ART. 39. — Les prêts doivent être garantis par une hypothèque de premier rang, ou par un nantissement immobilier de premier rang, ou par un engagement de caution solidaire, ou par la garantie des colonies,

protectorats ou territoires sous mandat, ou à titre complémentaire, par un nantissement, ou enfin par des titres agréés par le conseil d'administration ces différentes garanties pouvant être combinées entre elles.

ART. 40. — Les prêts nouveaux seront remboursables au bout de trois ans au plus tôt et de dix ans au plus tard. Tout remboursement anticipé donnera lieu à l'indemnité dont le taux sera fixé par le règlement intérieur.

SECTION II

Instruction des demandes de prêts

ART. 41. — La société a dans chaque groupe de colonies, ou colonie, pays de protectorat et territoire sous mandat, un représentant nommé par le conseil d'administration.

Elle pourra, le cas échéant, confier à un même agent le soin de la représenter dans deux ou plusieurs colonies.

Le représentant reçoit une rémunération fixe déterminée annuellement par le conseil d'administration.

ART. 42. — Dans chaque colonie, protectorat ou territoire sous mandat, il est constitué un comité de prêts, siégeant au chef-lieu de la colonie, et composé de cinq membres :

Le secrétaire général de la colonie ou le fonctionnaire remplissant ces fonctions (président avec voix prépondérante) ;

Le directeur ou chef du service des finances ;

Le trésorier-payeur de la colonie ;

Le directeur de l'agence de la banque d'émission ;

Un représentant de la colonisation désigné par les chambres d'agriculture et de commerce ou par des organismes similaires.

Le comité se réunit sur la demande du représentant du crédit colonial seul saisi de toute demande de prêt.

Ce représentant pourra assister aux séances du comité.

Dans les colonies constituées en gouvernement général il sera créé, en outre, pour chaque colonie, un comité local de prêt composé de la même façon que le comité indiqué ci-dessus qui examinera les demandes de prêts et les transmettra avec son avis au comité central siégeant au chef-lieu de la fédération.

ART. 43. — Le comité examinera les demandes de prêts et statuera sur chacune d'elles, en déterminant notamment le chiffre du prêt et les conditions auxquelles il estime devoir le subordonner. Ces propositions devront être motivées.

Dans le cas où, après discussion, l'accord unanime ne pourrait être obtenu, les avis de chacun des membres seront inscrits séparément au procès-verbal, lequel sera joint au dossier transmis à Paris.

Dans le cas où, une colonie aura décidé de garantir un certain montant de prêts, ce dossier sera préalablement communiqué aux gouvernements généraux, gouvernements ou commissariats des pays intéressés qui feront connaître s'ils acceptent de garantir les engagements éventuels des emprunteurs.

ART. 44. — Les dossiers seront, enfin, adressés par le représentant du crédit colonial, au conseil d'administration de la société, qui statuera en dernier ressort sur les demandes de prêts, soit en les rejetant soit en les réduisant, soit en les acceptant purement et simplement, soit en les acceptant avec un complément de garantie.

TITRE VII

Règlement intérieur

ART. 45. — Un règlement intérieur adopté par le conseil d'administration détermine, pour tout ce qui n'est pas réglé par les statuts et conventions, les modalités des opérations sociales, notamment en ce qui concerne les émissions d'obligations et les avances que la société est autorisée à faire.

Ce règlement ainsi que toutes les modifications qui pourront y être apportées, sera soumis à l'approbation du ministre des finances et du ministre des colonies.

TITRE VIII

Etat semestriel — Inventaire et fonds de réserve — Répartition des bénéfices

ART. 46. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis la constitution de la société jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

ART. 47. — Il est dressé, chaque semestre, un état sommaire de la situation active et passive de la société. Cet état est mis à la disposition des censeurs et publié au *journal officiel*.

Il est, en outre, établi chaque année, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant l'inventaire dont la forme sera approuvée par le ministre des finances.

L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition des censeurs le quarantième jour au plus tard avant l'assemblée générale; ils sont présentés à cette assemblée.

Quinze jours avant l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre au siège social communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires et se faire délivrer à ses frais, copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des censeurs.

ART. 48. — Le paiement des dividendes annuels se fait aux époques fixées par le conseil d'administration qui peut procéder à la répartition d'un ou plusieurs acomptes sur le dividende de l'exercice écoulé, si les bénéfices réalisés le permettent.

ART. 49. — En cas de perte des trois quarts du capital social, le conseil d'administration est tenu de provoquer la réunion d'une assemblée générale à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de continuer la société ou de prononcer la dissolution.

La résolution de l'assemblée est, dans tous les cas, rendue publique.

A défaut de la convocation par le conseil, les censeurs peuvent réunir l'assemblée générale.

ART. 50. — A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, avec pouvoir de vendre, soit aux enchères, soit à l'amiable, les biens, meubles et immeubles de la société.

Le mode de liquidation et le choix des liquidateurs sont soumis à l'approbation du ministre des finances et du ministre des colonies.

Si l'assemblée générale ne s'acquitte pas des obligations prescrites par le paragraphe 1^{er} du présent article ou si, sa délibération n'ayant pas été approuvée par le ministre des finances et le ministre des colonies, une nouvelle assemblée ne la modifie pas dans le sens indiqué par le gouvernement, le mode de liquidation

et le choix des liquidateurs seront déterminés par décret en conseil d'Etat.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale approuvée par le ministre des finances et le ministre des colonies, faire le transport à une autre société des droits et engagements de la société dissoute.

Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la société.

Après le règlement de tous les engagements de la société, le surplus de l'actif net de la liquidation sera employé à amortir le capital des actions émises si cet amortissement n'a pas encore eu lieu.

Le solde sera réparti à raison de :

50 p. 100 entre toutes les actions et de

50 p. 100 aux colonies, pays de protectorats et territoires sous mandat français au prorata des opérations qui auront été traitées par chacun d'eux.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'application des clauses qui pourront être insérées dans la convention à passer avec l'Etat et qui fixeront les conditions spéciales de la liquidation du fonds de garantie.

ART. 51. — La constatation et l'établissement des produits nets de la société ainsi que la répartition des bénéfices seront effectués conformément aux règles posées par la convention passée avec l'Etat.

TITRE IX

Contestations

ART. 52. — Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les associés sur l'exécution des présents statuts sont soumises à la juridiction des tribunaux de la Seine.

Les contestations touchant l'intérêt général et collectif de la société ne peuvent être dirigées, contre le conseil d'administration ou l'un de ses membres, qu'au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale.

TITRE X

Constitution de la société

ART. 53. — La présente société ne sera définitivement constituée qu'après accomplissement des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867.

L'assemblée constitutive pourra être convoquée seulement un jour à l'avance par une insertion dans un journal d'annonces légales de Paris ou par lettres individuelles et il en sera de même en cas d'augmentation de capital au moyen de souscriptions en espèces.

TITRE XI

Publications

ART. 54. — Pour faire publier les présents statuts et tous actes et procès-verbaux relatifs à la constitution de la société, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait de ces documents.

Réglementation de l'indemnité de zone

ARRETE N° 477 promulguant au Togo le décret du 31 août 1935 complétant le décret du 2 mars 1910, modifié par le décret du 19 juillet 1934 relatif à la réglementation de l'indemnité de zone.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉGEN D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 31 août 1935 complétant le décret du 2 mars 1910 modifié par le décret du 19 juillet 1934 relatif à la réglementation de l'indemnité de zone;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 31 août 1935 complétant le décret du 2 mars 1910 modifié par le décret du 19 juillet 1934 relatif à la réglementation de l'indemnité de zone.

Porto-Novo, le 21 octobre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 11 octobre 1934 fixant les conditions d'attribution des accessoires de solde du personnel colonial;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 3 de l'article 93 du décret du 2 mars 1910 modifié par le décret du 19 juillet 1934 est complété par les dispositions suivantes :

« Les fonctionnaires qui appartiennent à des cadres organisés par décret, bénéficient de l'indemnité de zone telle qu'elle est fixée par arrêtés des chefs de colonie pour les agents des cadres organisés par arrêtés ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 31 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Organisation du personnel dans les trésoreries coloniales

ARRETE N° 469 promulguant au Togo le décret du 4 septembre 1935 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 4 septembre 1935 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 septembre 1935 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

Porto-Novo, le 17 octobre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales, modifié par les décrets des 29 avril et 5 novembre 1924, 14 février, 12 mars,

2, 10 avril et 24 août 1925, 20 novembre 1927, 13 octobre 1929 et 13 mars 1935;

Vu le décret du 25 août 1928 fixant le statut du personnel des services du trésor de la métropole;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 13 mars 1935 précité sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les chefs de service de trésorerie générale, recette des finances, recette-perception et perception détachés antérieurement à la date du présent décret seront reclassés à compter de cette date conformément aux règles énoncées par le deuxième alinéa de l'article 1^{er} ci-dessus et le quatrième alinéa de l'article 10 du décret du 6 août 1921, modifié par le décret du 13 octobre 1929, d'après leur situation dans leur cadre d'origine à la date du présent décret ».

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au journal officiel de la République française et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 4 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,

Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé

ARRETE N° 470 promulguant au Togo les décrets des 13 et 7 septembre 1935 relatifs au cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les décrets des 13 et 7 septembre 1935 relatifs au cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets des 13 et 7 septembre 1935 relatifs au cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé (administrateurs des colonies — Cadre général des travaux publics et des mines des colonies — Cadre général de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine — Service météorologique aux colonies).

Porto-Novo, le 17 octobre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 9 mai 1929 portant organisation du personnel du cadre général du service météorologique aux colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 4 avril 1934, relatif aux règles de cumul en matière de traitements;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 9 mai 1929 portant organisation du personnel du cadre général du

service météorologique aux colonies est complété par les dispositions ci-après qui y figureront dans le titre « dispositions générales » :

Art. 4 bis. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934 portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit au personnel du cadre général du service météorologique aux colonies, soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer, à titre privé, un travail moyennant rémunération.

L'interdiction formulée au paragraphe précédent ne s'applique pas à la production des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Lesdits fonctionnaires peuvent, en outre, moyennant l'agrément du ministre, donner les enseignements de même nature.

Art. 4 ter. — En dehors des cas visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, il ne pourra être dérogé à l'interdiction prévue au paragraphe 1^{er} de cet article qu'exceptionnellement et pour chaque cas par une décision du ministre, laquelle, prise à titre précaire, sera toujours révocable dans l'intérêt du service.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 7 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 1^{er} août 1921 portant organisation du personnel de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 4 avril 1934 relatif aux règles de cumul en matière de traitements;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 1^{er} août 1921 portant organisation du personnel de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine est complété par les dispositions ci-après qui y figureront dans le titre : « dispositions générales ».

Art. 4 bis. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934 portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit au personnel de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine, soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer, à titre privé, un travail moyennant rémunération.

L'interdiction formulée au paragraphe précédent ne s'applique pas à la production des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Lesdits fonctionnaires peuvent, en outre, moyennant l'agrément du ministre, donner les enseignements de même nature.

Art. 4 ter. — En dehors des cas visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, il ne pourra être dérogé à l'interdiction prévue au paragraphe 1^{er} de cet article qu'exceptionnellement et pour chaque cas, par une décision du ministre, laquelle, prise à titre précaire, sera toujours révocable dans l'intérêt du service.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 7 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 4 avril 1934, relatif aux règles de cumul en matière de traitement;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, est complété par les dispositions ci-après qui y figureront dans le titre II « organisation du personnel ».

Art. 3 bis. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934, portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit au personnel des travaux publics et des mines des colonies régi par le présent décret, soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer, à titre privé, un travail moyennant rémunération.

L'interdiction formulée au paragraphe précédent ne s'applique pas à la production des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Lesdits fonctionnaires peuvent, en outre, moyennant l'agrément du ministre, donner les enseignements de même nature.

Art. 3 ter. — En dehors des cas visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, il ne pourra être dérogé à l'interdiction prévue au paragraphe 1^{er} de cet article qu'exceptionnellement et pour chaque cas, par une décision du ministre, laquelle prise à titre précaire sera toujours révocable dans l'intérêt du service.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 7 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 4 avril 1934 relatif aux règles de cumul en matière de traitements;

Le conseil d'état entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies est complété par les dispositions ci-

après qui y figureront dans le titre : « dispositions générales ».

Art. 3 bis. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 7 du décret du 4 avril 1934 portant prohibition de cumul de fonctions, il est interdit aux administrateurs des colonies soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer, à titre privé, un travail moyennant rémunération.

L'interdiction formulée au paragraphe précédent ne s'applique pas à la production des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Lesdits fonctionnaires peuvent en outre, moyennant l'agrément du ministre, donner les enseignements de même nature.

Art. 3 ter. — En dehors des cas visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, il ne pourra être dérogé à l'interdiction prévue au paragraphe 1^{er} de cet article qu'exceptionnellement et pour chaque cas, par une décision du ministre, laquelle prise à titre précaire, sera toujours révocable dans l'intérêt du service.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 13 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies.

LOUIS ROLLIN.

Abrogation du paraphe et du visa annuels du livre-journal et du livre d'inventaires

ARRETE N° 471 promulguant au Togo le décret du 15 septembre 1935 portant application aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, à l'exception de l'Indochine et de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et aux territoires du Cameroun et du Togo, de la loi du 15 janvier 1930 abrogeant le paraphe et le visa annuels du livre journal et du livre d'inventaires prescrits par l'article 10 du code de commerce.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 septembre 1935 portant application aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies à l'exception de l'Indochine et de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et aux territoires du Cameroun et du Togo de la loi du 15 janvier 1930 abrogeant le paraphe et le visa annuels du livre journal et du livre d'inventaires prescrits par l'article 10 du code de commerce;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 septembre 1935 portant application aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies à l'exception de l'Indochine et de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et aux territoires du Cameroun et du Togo de la loi du 15 janvier 1930 abrogeant le paraphe et le visa annuels du livre journal et du livre d'inventaires prescrits par l'article 10 du code de commerce.

Porto-Novo, le 17 octobre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu les articles 10 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Cameroun et sur le Togo confirmés à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets du 23 mars 1921 et du 21 février 1925 déterminant les attributions des Commissaires de la République au Cameroun et au Togo;

Vu la loi du 15 janvier 1930 abrogeant le paraphe et le visa annuels du livre-journal et du livre d'inventaires prescrits par l'article 10 du code de commerce;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, à l'exception de l'Indochine et de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et aux territoires du Cameroun et du Togo, la loi du 15 janvier 1930 abrogeant le paraphe et le visa annuels du livre-journal et du livre d'inventaires prescrits par l'article 10 du code de commerce.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, ainsi qu'aux journaux officiels des colonies et territoires sous mandat intéressés et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 15 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit;

ARTICLE UNIQUE. — L'article 10 du code de commerce est ainsi modifié;

« Art. 10. — Le livre journal, le livre des inventaires et le livre de copies de lettres seront tenus par ordre de dates, sans blancs, lacunes, ni transports en marge ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 janvier 1930.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce et de l'industrie,

P. E. FLANDIN.

Le ministre des finances,

HENRY CHÉRON.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

LUCIEN HUDERL.

Indemnité de déplacement des fonctionnaires à l'étranger

ARRETE N° 475 promulguant au Togo le décret du 20 septembre 1935 relatif aux indemnités de déplacement des fonctionnaires à l'étranger.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 20 septembre 1935 relatif aux indemnités de déplacement des fonctionnaires à l'étranger;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 septembre 1935 relatif aux indemnités de déplacement des fonctionnaires à l'étranger.

Porto-Novo, le 19 octobre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

Vu le décret du 3 juillet 1897 et les décrets subséquents;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 3 décembre 1931 est supprimé et remplacé par le suivant :

Art. 1^{er}. — La répartition des localités établie par l'article 45 du décret susvisé du 3 juillet 1897 pour l'allocation des indemnités de déplacement à l'étranger est complétée et modifiée de la manière suivante :

Première zone :

Albanie	Hongrie
Allemagne	Italie
Angleterre	Lettonie
Autriche	Luxembourg
Belgique	Malte
Bulgarie	Norvège
Danemark	Portugal
Espagne	Roumanie
Estonie	Suisse
Finlande	Tchécoslovaquie
Gibraltar	Yougoslavie
Grèce	

Deuxième zone :

Abyssinie	Islande
Colonies étrangères de la côte occidentale d'Afrique	Pologne
Equateur	Suède
Hollande	Tripolitaine
	Turquie

Troisième zone :

Australie	Palestine
Afrique orientale portugaise	Pérou
Bolivie	Paraguay
Haïti	Porto-Rico
Indes néerlandaises	Salvador
Japon	Colombie
Libéria	Egypte
Mexique	Guatemala
Nouvelle-Zélande	Saint-Domingue
Chili	Terre-Neuve
Chine	Trinité
Costa-Rica	Uruguay
Panama	Union Sud-Africaine
	Venezuela

Quatrième zone :

Afghanistan	Maurice Rodrigues
Arabie	Seychelles
Brésil	Philippines
Canada	Perse

Ceylan
Cuba
Etas-Unis
Indes

République Argentine
Russie
Siam
Zanzibar.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Rambouillet, le 20 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le ministre des finances,

Marcel RÉGNIER.

Réduction de 10% du montant des intérêts de certaines créances privilégiées

ARRETE N° 479 promulguant au Togo le décret du 21 septembre 1935 portant réduction de 10% du montant des intérêts de certaines créances privilégiées dans les colonies, protectorats et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 septembre 1935 portant réduction de 10% du montant des intérêts de certaines créances privilégiées dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 septembre 1935 portant réduction de 10% du montant, des intérêts de certaines créances privilégiées dans les colonies, protectorats et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Porto-Novo, le 21 octobre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1935 portant réduction dans la métropole de 10 p. 100 des loyers;

Vu le décret du 16 juillet 1935 portant réduction dans la métropole de 10 p. 100 du montant des intérêts des dettes hypothécaires;

Vu le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 8 août 1935 portant réduction dans la métropole de 10 p. 100 des intérêts de certaines créances privilégiées;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats et Territoires sous mandat relevant du ministère des colonies s'appliquent, dans les conditions fixées par ce texte, au cas où le remboursement de la dette est garanti par l'un des privilèges énumérés à l'article 2103 du code civil.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 21 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BÉRARD.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Fixation du taux de l'intérêt légal et du taux maximum de l'intérêt conventionnel

ARRETE N° 476 promulguant au Togo le décret du 22 septembre 1935 relatif au délit de l'usure et fixant le taux de l'intérêt légal et le taux maximum de l'intérêt conventionnel dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et l'Indochine et dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 septembre 1935 relatif au délit de l'usure et fixant le taux de l'intérêt légal et le taux maximum de l'intérêt conventionnel dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et l'Indochine et dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 22 septembre 1935 relatif au délit de l'usure et fixant le taux de l'intérêt légal et le taux maximum de l'intérêt conventionnel dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et l'Indochine et dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun.

Porto-Novo, le 11 octobre 1935.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Rambouillet, le 22 septembre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 17 mai 1934 a fixé, pour l'Indochine, en matière civile, le taux de l'intérêt légal à 5 p. 100.

par an et le maximum de l'intérêt conventionnel à 8 p. 100 par an.

Après avoir consulté les autres gouvernements généraux et locaux, nous avons estimé qu'il y aurait avantage à étendre ces taux à l'ensemble de nos colonies.

Cette mesure serait, en effet, de nature à provoquer une diminution du loyer de l'argent et, par suite, à apporter une atténuation au malaise causé par la crise mondiale. Nous avons pensé qu'il y avait lieu de la compléter en fixant également le taux de l'intérêt légal en matière commerciale.

Par ailleurs, un décret du 8 août 1935 a déterminé, pour la métropole, le délit d'usure.

Aux termes de cet acte, le délit d'usure est exclusif de l'esprit d'habitude qui est à la base des lois des 3 septembre 1807 et 19 décembre 1850.

Il nous a paru qu'il y aurait avantage à adopter cette nouvelle législation plus efficiente pour l'ensemble de nos possessions d'outre-mer relevant de l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, à l'exception de l'Indochine où elle fera l'objet de dispositions spéciales.

Nous avons, en conséquence, fait établir le projet de décret ci-joint qui tend à régler ces questions pour cette partie de notre domaine colonial.

Si le projet ci-annexé ne soulevait aucune objection de votre part, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir le revêtir de votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BÉRARD.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu l'article 1907 du code civil;

Vu la loi du 3 septembre 1807 modifiée par les lois des 15 juin, 1^{er} juillet et 19 décembre 1850, 12 janvier 1886 et 18 avril 1918, relative à l'usure et au taux de l'intérêt de l'argent;

Vu les décrets des 8 juillet 1893 et 8 mars 1929 fixant le taux de l'intérêt légal en Nouvelle-Calédonie;

Vu le décret du 13 mai 1902 rendant applicable à la Guyane diverses lois dont celle du 12 janvier 1886 relative au loyer de l'argent;

Vu le décret du 17 décembre 1919 limitant le taux de l'intérêt en matière civile à la Guyane;

Vu le décret du 11 décembre 1918 rendant applicables en Afrique occidentale française les dispositions de la loi des 15 juin, 1^{er} juillet et 19 décembre 1850 relative au délit d'usure;

Vu le décret du 16 mars 1922 fixant le taux de l'intérêt légal en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 18 novembre 1922 fixant le taux de l'intérêt légal et le maximum du taux de l'intérêt conventionnel au Togo;

Vu le décret du 4 mai 1926 rendant applicable aux îles Saint-Pierre et Miquelon, la loi du 18 avril 1918 modifiant le taux de l'intérêt légal et suspendant temporairement la limitation de l'intérêt conventionnel;

Vu le décret du 3 juillet 1927 fixant le taux de l'intérêt légal en Afrique équatoriale française;

Vu le décret du 3 juillet 1927 portant application à la Côte française des Somalis de la loi du 18 avril 1918 codifiant le taux de l'intérêt légal et suspendant temporairement la limitation de l'intérêt conventionnel;

Vu le décret du 15 septembre 1933 portant fixation des taux des intérêts conventionnel et légal en matière civile et commerciale dans les établissements français de l'Océanie;

Vu le décret du 12 octobre 1918 habilitant le gouverneur général de l'Afrique occidentale française à fixer le taux de l'intérêt des prêts sur gages;

Vu le décret du 23 novembre 1933 réglementant le prêt dans les territoires sous mandat français et édictant des règles contre l'usure;

Vu le décret du 8 août 1935 appliquant aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes;

Vu le décret du 8 août 1935 relatif au délit d'usure dans la métropole;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et l'Indochine, ainsi que dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, il ne pourra être stipulé, en matière civile, un taux d'intérêt supérieur à 8 p. 100 par an.

ART. 2. — Lorsqu'un prêt conventionnel a été fait à un taux effectif supérieur à celui fixé par l'article précédent, les perceptions excessives seront imputées de plein droit sur les intérêts normaux alors échus et subsidiairement sur le capital de la créance.

Si la créance est éteinte en capital et intérêts, le prêteur sera condamné à la restitution des sommes indûment perçues avec intérêt du jour où elles lui auront été payées.

ART. 3. — Il en est de même en matière commerciale lorsqu'un prêt conventionnel a été fait à un taux effectif dépassant de plus de moitié le taux moyen pratiqué dans les mêmes conditions par des prêteurs de bonne foi pour des opérations de crédit comportant les mêmes risques que le prêt dont il s'agit.

ART. 4. — Dans les cas prévus aux articles 2 et 3, le prêteur sera condamné, en outre, à une amende de 100 à 5.000 frs. En cas de récidive, la peine sera d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 500 à 10.000 francs.

ART. 5. — Sous réserve des dispositions du décret du 8 août 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes, il n'est rien innové aux stipulations d'intérêts par contrats ou actes faits jusqu'au jour de la promulgation du présent décret dans les colonies ou territoires sous mandat intéressés.

ART. 6. — Il n'est rien modifié aux prescriptions des décrets qui réglementent dans certaines possessions les prêts sur gages.

ART. 7. — Le taux de l'intérêt légal est fixé à 5 p. 100 en matière civile et à 6 p. 100 en matière commerciale.

ART. 8. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures

contraires au présent décret et notamment les décrets des 11 décembre 1918, 17 décembre 1919 et 15 septembre 1933 relatifs au délit d'usure concernant respectivement les colonies de l'Afrique occidentale française, de la Guyane et des établissements français d'Océanie.

ART. 9. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 22 septembre 1935,

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Léon BÉRARD.

Conditions d'admission et de séjour au Togo des nationaux français et étrangers

RECTIFICATIF au journal officiel du Togo du 16 octobre 1935, page 501, article 27, alinéa 2.

Au lieu de : « Ses dispositions en seront notifiées par les soins ou à la diligence du Commissaire de la République aux commis et agents consulaires ».

Lire : « Ses dispositions en seront notifiées par les soins ou à la diligence du Commissaire de la République aux consuls et agents consulaires ».

ACTES DU PRÉSIDENT DE LA COUR D'APPEL DE L'A. O. F.

Cour d'assises

Nous, BOULARD, président de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, officier de la légion d'honneur.

Vu les articles 251, 253, 258, 259 et 260, du code d'instruction criminelle local;

Après avis de monsieur le procureur général;

ORDONNONS :

Une session d'assises s'ouvrira à Lomé (Togo), le jeudi quatorze novembre mil neuf cent trente cinq à huit heures.

Désignons monsieur le conseiller LIMET pour présider ladite session.

Fait en notre cabinet, au palais de justice, à Dakar, le vingt septembre mil neuf cent trente cinq.

BOULARD.

Rôle de la cour d'assises du Togo

SÉANT A LOMÉ

Session du 14 novembre 1935

N ^{os} D'ORDRE	DATES DES AUDIENCES	NOMS DES ACCUSÉS	ACCUSATION
1	14 novembre 1935	1 ^{er} — QUENUM Sébastien 2 ^e — AMEGA Théodore 3 ^e — KPONSSOU Bertin 4 ^e — QUENUM Albert Antoine KOKOU	Détournement de deniers publics, faux, usage de faux et complicité.

Le Président des assises,

LIMET

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Observation sanitaire.

ARRETE N° 456 abrogeant l'arrêté n° 432 du 21 septembre 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 432 du 21 septembre 1935 mettant en observation sanitaire les voyageurs en provenance de la Nigéria;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'ayant été signalé de la Nigéria depuis le 18 septembre 1935, l'arrêté n° 432 susvisé est abrogé à la date du 8 octobre 1935.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 9 octobre 1935.

BOURGINE.

Réduction de 10% sur la retenue de logement

ARRETE N° 457 portant réduction de 10% sur la retenue de logement des fonctionnaires logés dans les immeubles du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1932 réglementant l'attribution des logements et fixant le taux des retenues de logement et d'ameublement;

Vu le décret-loi du 8 août 1935 portant réduction de 10% sur les prix des loyers;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de la retenue de logement appliqué aux fonctionnaires et agents civils logés dans les immeubles administratifs du Territoire est réduit de 10% quelle que soit la catégorie de l'immeuble et le taux de la retenue.

La réduction sera opérée sur le montant total de la retenue supportée chaque mois par les intéressés.

ART. 2. — Le présent arrêté qui portera effet à compter du 1^{er} septembre 1935 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 9 octobre 1935.

BOURGINE.

Indemnité forfaitaire de déplacement

ARRETE N° 460 abrogeant l'indemnité forfaitaire de déplacement allouée aux commandants de cercles, adjoints aux commandants de cercles et chefs de subdivision.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1928 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel européen et assimilé au Togo, spécialement en son article 25 modifié par l'arrêté du 20 décembre 1929 instituant une indemnité forfaitaire de déplacement au bénéfice des commandants de cercle, adjoints aux commandants de cercle et chefs de subdivision;

Vu l'arrêté du 8 août 1934 modifiant le régime d'allocation de l'indemnité forfaitaire de déplacement instituée par arrêté susvisé du 20 décembre 1929;

Vu l'avis de l'administrateur-supérieur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées à compter du 1^{er} novembre 1935, les dispositions de l'arrêté susvisé du 20 décembre 1929 modifiant l'article 25 de l'arrêté du 13 octobre 1928 et instituant une indemnité forfaitaire de déplacement pour les commandants de cercle, adjoints aux commandants de cercle et chefs de subdivision.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 11 octobre 1935.

BOURGINE.

Maintien provisoire du cercle d'Anécho

ARRETE N° 461 prononçant le maintien provisoire du cercle d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 395 du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 396 du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du sud;

Vu le télégramme-lettre du 7 octobre 1935 de l'administrateur supérieur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle d'Anécho tel qu'il était constitué avant la réorganisation des circonscriptions administratives effectuée par les arrêtés du 4 septembre 1935 susvisés est provisoirement maintenu.

ART. 2. — Le présent arrêté qui a son effet à compter du 1^{er} octobre 1935 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 11 octobre 1935.

BOURGINE.

Allocation pour frais d'entretien de monture

ARRETE N° 462 accordant une allocation pour frais d'entretien de monture.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu la lettre n° 743 du commandant de cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les miliciens affectés à la subdivision de Bassari et utilisant leur monture pour les besoins du service seront remboursés de leurs frais d'entretien de leur monture au taux forfaitaire de vingt francs par mois.

Ce remboursement sera effectué sur production d'un certificat du chef de détachement, visé du commandant de cercle, constatant que les ayants-droit ont bien utilisé leur monture dans le courant du mois pour les besoins du service.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 11 octobre 1935.
BOURGINE.

Réorganisation du service de l'agriculture et des forêts

ARRETE N° 465 portant réorganisation du service de l'agriculture et des forêts.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} août 1921, portant organisation du personnel de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine modifié par les décrets des 16 octobre 1926, 24 septembre 1930 et 30 novembre 1931;

Vu l'arrêté du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel local du cadre local européen des conducteurs de travaux agricoles et forestiers du Togo;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel des cadres locaux indigènes; ensemble tous textes l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté du 13 mars 1932 réorganisant le service de l'agriculture du Togo;

Vu l'arrêté du 7 avril 1932 portant création d'un organisme de lutte antiacridienne;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits du cru et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 17 mai 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur du Togo;

Vu l'arrêté du 13 avril 1935 transférant la direction du service de l'agriculture du territoire du Togo à Porto-Novo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service de l'agriculture et des forêts est chargé d'effectuer tous travaux, recherches et études concernant l'agriculture et les forêts. Il concourt dans les conditions définies par l'arrêté du 26 septembre 1934 susvisé au fonctionnement du service de l'inspection des produits du cru.

Il est dirigé par un chef de service placé sous l'autorité directe du Commissaire de la République.

ART. 2. — Le personnel du service de l'agriculture et des forêts est composé :

1^o — D'agents du cadre des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies;

2^o — D'agents du cadre local européen des conducteurs de travaux agricoles et forestiers du Togo;

3^o — D'agents du cadre local indigène des agents de culture du Togo;

4^o — D'agents du cadre local indigène des moniteurs d'agriculture du Togo.

ART. 3. — Le service de l'agriculture et des forêts comprend :

1^o — Une direction ayant son siège à Porto-Novo;

2^o — Trois circonscriptions agricoles;

3^o — Une circonscription du coton dont le rayon d'action s'étend à l'ensemble du Territoire;

4^o — Les établissements d'enseignement d'expérimentation ou de vulgarisation agricoles.

ART. 4. — Le chef du service de l'agriculture et des forêts établit le projet de budget du service et dresse les plans de campagne, annuel ou quinquennal. Il prépare le programme d'enseignement et de vulgarisation agricoles et concourt à son exécution.

Il participe à la préparation des cahiers des charges relatifs aux concessions et locations rurales des terrains domaniaux. Il centralise les renseignements sur les produits agricoles et les produits naturels du sol du Territoire.

Il participe, à titre de conseiller technique à l'établissement, pour la partie agricole, des programmes d'enseignement des écoles primaires ou régionales du Territoire, à l'élaboration de la réglementation locale sur le conditionnement des produits du cru, à la création et au fonctionnement des sociétés de prévoyance, des associations agricoles indigènes et de caisses de crédit agricole, dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

Il délivre tous certificats de non infection des graines ou des plants conformément aux textes en vigueur.

Il concourt à la défense contre les maladies et les insectes nuisibles aux cultures et, notamment à la lutte antiacridienne dans les conditions déterminées par l'arrêté du 7 avril 1932 susvisé.

Il reste en relation permanente avec les établissements techniques de France; des colonies françaises et des pays étrangers.

ART. 5. — Les chefs des circonscriptions sont chargés de l'exécution du programme agricole arrêté pour chaque circonscription par le Commissaire de la République sur la proposition du chef du service de l'agriculture et des forêts, après avis du commandant de cercle.

La circonscription du coton a pour objectif le contrôle et l'étude de tout ce qui a trait à la production cotonnière dans le territoire notamment la détermination des zones de culture et des espèces leur convenant le mieux, les conditions générales de cette culture, la lutte contre les maladies et parasites de toutes sortes, la distribution des semences, la sélection des espèces existantes et les essais de celles à introduire le conditionnement des produits.

Au point de vue technique en ce qui concerne la production du coton les chefs de circonscriptions agricoles se conforment aux directives du chef de la circonscription du coton qui constate les résultats et en rend compte au chef du service de l'agriculture et des forêts.

ART. 6. — Les commandants de cercle veillent à l'accomplissement du programme et en suivent les

résultats. Ils donnent leur avis lors de l'établissement des ordres mensuels de service qui leur sont adressés par les chefs de circonscriptions agricoles auxquels ils les renvoient annotés ou approuvés. Ils fournissent au chef de la circonscription agricole les moyens d'exécution prévus tant au plan de campagne que sur les ordres de service mensuels du personnel. Ils rendent compte au Commissaire de la République de la marche du service sur les rapports mensuels d'agents qui leur sont transmis par le chef de circonscription agricole et qu'ils adressent au chef de service pour avis. Les ordres de service sont adressés en dernier ressort au Commissaire de la République.

ART. 7. — Les établissements de vulgarisation agricole relèvent du chef du service de l'agriculture et des forêts.

Ils sont administrés par un directeur pouvant être assisté, le cas échéant d'un ou plusieurs agents.

ART. 8. — Il est institué, auprès de chacun de ces établissements un conseil d'administration composé :

1^o — Du commandant de cercle, du chef du service de l'agriculture et des forêts et du chef de circonscription ;

2^o — Du directeur de l'établissement ;

3^o — Eventuellement, de toute personne désignée par le Commissaire de la République.

ART. 9. — Les bulletins de notes concernant les agents relevant du service de l'agriculture et des forêts sont revêtus des avis du chef de subdivision administrative, du chef de circonscription agricole, du commandant de cercle puis sont transmis par les soins de celui-ci au chef du service de l'agriculture et des forêts.

ART. 10. — Les mutations ou changements de poste ne sont prononcés autant que possible qu'entre agents de la même circonscription.

ART. 11. — Le chef du service d'agriculture et des forêts d'une part ; le chef du secteur cotonnier, les chefs de circonscriptions agricoles d'autre part correspondent dans les conditions définies par l'article 2 de l'arrêté du 17 mai 1935 susvisé fixant les attributions de l'administrateur supérieur au Togo pour toutes les questions exclusivement techniques relatives à l'exécution du programme arrêté par le Commissaire de la République. Ils correspondent sous le couvert du commandant de cercle pour toutes les questions touchant à l'administration générale (personnel, crédits etc...) et pour toutes questions nouvelles non comprises dans le programme précédemment arrêté.

Aucune rénumération n'est perçue par le service des postes et télégraphes pour l'acheminement de ces correspondances par la voie postale ou télégraphique.

ART. 12. — Le présent arrêté qui abroge l'arrêté susvisé du 18 mars 1932 réorganisant le service de l'agriculture et d'une manière générale toutes dispositions contraires sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 octobre 1935.

BOURGINE.

Siège de la circonscription du coton

ARRETE N° 466 fixant le siège de la circonscription du coton.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 12 octobre 1935 portant réorganisation du service de l'agriculture ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La circonscription agricole du coton prévue par l'article 3 de l'arrêté du 12 octobre 1935 susvisé a son siège à la station de Nuatja.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 octobre 1935.

BOURGINE.

Circonscriptions agricoles

ARRETE N° 467 fixant le nombre et le siège des circonscriptions agricoles.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté n° 465 du 12 octobre 1935 réorganisant le service de l'agriculture dans le territoire du Togo ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le territoire du Togo est divisé en trois circonscriptions agricoles :

1^o — La première circonscription agricole dont le siège est à Lomé comprend le territoire du cercle du sud.

2^o — La deuxième circonscription agricole dont le siège est à Atakpamé comprend le territoire du cercle du centre.

3^o — La troisième circonscription agricole dont le siège est à Sokodé comprend les territoires du cercle du nord.

ART. 2. — Tous établissements ou stations dépendant du service de l'agriculture, sauf la station de Nuatja, siège de la circonscription du coton, sont rattachés aux circonscriptions agricoles et placés sous le contrôle du chef de circonscription.

ART. 3. — Les administrateurs commandants de cercle, le chef du service de l'agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 octobre 1935.

BOURGINE.

Prime de transport pour les produits oléagineux

ARRETE N° 467 bis accordant une prime de transport pour les produits oléagineux transportés par véhicules automobiles du nord du territoire jusqu'à Blittah.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu la loi du 6 août 1933 fixant dans la métropole des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé pour les produits oléagineux transportés par véhicules automobi-

les du nord du territoire jusqu'à Blittah, point terminus de la ligne du centre, une prime de transport de cinquante centimes (0,50 fr.) par tonne kilométrique.

ART. 2. — Des décisions de l'administrateur supérieur fixeront les modalités d'application du présent arrêté.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 octobre 1935.

BOURGINE.

Observation sanitaire

ARRETE N° 473 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le câblogramme officiel en date du 16 octobre 1935 du gouverneur de la Gold-Coast signalant 3 cas indigènes de maladie 10 à Dawku, northern territoires;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les voyageurs en provenance de la Gold-Coast entrant au Togo seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Pour les passagers européens et assimilés ainsi que pour les indigènes notables, visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes autres que ceux cités ci-dessus subiront avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire d'accès maritime ou terrestre.

La désinsectisation des marchandises ou des bagages de tous voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs commandant les cercles du sud, du centre et du nord sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 18 octobre 1935.

DESANTI.

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN *

Nominations

Par arrêté du :

11 octobre 1935. — M. DEGOUL Jean Georges Charles, bachelier de l'enseignement secondaire, est agréé en

qualité de commis stagiaire de 3^e classe du cadre des services civils du Togo à compter de la veille du jour de son embarquement à destination de Lomé.

M. BEUTER, instituteur de 6^e classe du cadre métropolitain (11.500 frs.), désigné pour exercer ses fonctions au Togo, est incorporé dans le cadre local européen de l'enseignement du Togo à compter du 16 septembre 1935 en qualité d'instituteur de 6^e classe (11.500 frs.).

M. BEUTER conserve dans la 6^e classe du cadre du Togo son ancienneté dans la 6^e classe du cadre métropolitain soit 3 ans 8 mois 16 jours au 16 septembre 1935.

Affectations

Par décisions des :

11 octobre 1935. — Les fonctionnaires attendus à Lomé le 16 octobre 1935 sur paquebot *Amérique* reçoivent les affectations suivantes :

M. DEGOUL, commis stagiaire de 3^e classe des services civils, nouvellement agréé, est mis à la disposition de l'administrateur supérieur.

M^{me} PATANCHON, institutrice principale de 3^e classe du cadre du Togo, retour de congé, est nommée directrice de l'école ménagère de Lomé.

M. BEUTER, instituteur de 6^e classe du cadre métropolitain, récemment détaché pour servir au Togo, est nommé adjoint au directeur des écoles officielles d'Anécho.

M. ROBIN, ingénieur-adjoint de 2^e classe d'agriculture, retour de congé, est nommé chef de la circonscription agricole du centre — M. ROBIN résidera à Atakpamé —.

17 octobre 1935. — M. BERLIE, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo, en service à la subdivision de Palimé, est nommé comptable-matière surveillant-chef de la prison et observateur météorologiste en remplacement de M. LE GLATIN, commis de 3^e classe des services civils en instance de départ en congé.

19 octobre 1935. — M. COEURDEVY, maréchal des logis chef de gendarmerie, retour de congé, attendu à Lomé le 25 octobre 1935 sur s/s *Hoggar*, est nommé commissaire de police de la commune mixte de Lomé et surveillant-chef de la prison de Lomé en remplacement de M. DASSONVILLE, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo, qui conserve ses fonctions provisoires de juge suppléant près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Passage

Par décision du :

11 octobre 1935. — Une réquisition de passage de retour par anticipation en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B., sur le paquebot *Amérique*, attendu à Cotonou le 30 octobre 1935 est accordée à M^{me} LESCANNE et à son enfant âgé de 6 mois, famille d'un ingénieur principal des travaux publics des colonies, se rendant à Nancy.

PERSONNEL INDIGÈNE

Engagement

Par décision du :

8 octobre 1935. — Est engagé en qualité de dactylographe auxiliaire et est mis à la disposition du chef du

service de l'agriculture à Porto-Novo, le nommé **MATHIAS Martin**.

Il est alloué à cet agent un salaire mensuel de deux cent cinquante francs (250 f.) exclusif de toute indemnité.

Démission

Par arrêté du :

18 octobre 1935. — Est acceptée à compter du 1^{er} novembre 1935 la démission de son emploi offerte par lettre du 7 octobre 1935 par le pointeur de 7^e classe **ATAYI Jonathan**.

Affectations

Par décisions des :

21 septembre 1935. — Reçoivent les affectations suivantes les gardes d'hygiène auxiliaires ci-après désignés :

OBIMPE Rémy, mis à la disposition du médecin-chef de l'hôpital de Lomé.

PERLAS Francis, cercle de Klouto.

LAWSON Martin, cercle d'Atakpamé en remplacement de **ADJANGBA Marc**, qui est affecté au cercle de Sokodé.

10 octobre 1935. — Le garde d'hygiène de 4^e classe, **ADJANGBA Marc**, en service au cercle du centre d'Atakpamé, est mis à la disposition du commandant de cercle du nord pour servir à la subdivision de Sokodé.

11 octobre 1935. — Le commis d'administration de 5^e classe **TOSSOU ABALO Désiré**, en service au bureau des finances est mis à la disposition du commandant du cercle du nord, pour servir à Sokodé.

Le commis d'administration de 8^e classe **QUEVISON Charles**, en service au cercle du nord à Sokodé est mis à la disposition du chef du bureau des finances à Lomé.

Les frais de transport résultant de ses mutations seront supportés par les intéressés.

Congés — Permissions

Par décisions des :

8 octobre 1935. — Une permission de 14 jours, avec traitement, du 4 au 17 novembre 1935, est accordée au commis d'administration de 5^e classe **DE SOUZA Théodore**, en service au bureau des finances (magasin général) pour en jouir au Togo.

9 octobre 1935. — Un congé de 2 mois, pour maladie, du 2 octobre au 30 novembre 1935 inclus, est accordé au mécanicien-conducteur de 4^e classe **ALLEN Andréas**.

10 octobre 1935. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 octobre au 13 novembre 1935 inclus, est accordé au maître ouvrier de 4^e classe **BOKNAS Joseph**, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 20 octobre au 18 novembre 1935 inclus, est accordé à l'homme d'équipe de 5^e classe **GALLET KOUVÉ**, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 21 octobre au 19 novembre 1935 inclus, est accordé au commis d'administration auxiliaire **AHOUANJINOU Antoine**, en service aux travaux publics, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

17 octobre 1935. — Un congé de 30 jours, avec traitement, valable du 2 novembre au 1^{er} décembre 1935 inclus, est accordé au facteur de 5^e classe des P. T. T. **BOURAIMA Samuel**, en service au bureau de Lomé, pour en jouir au Territoire.

21 octobre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 novembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 6^e classe **Moïse KODJO**, en service aux travaux publics, pour en jouir à Noépé (cercle du sud).

30 jours, du 1^{er} au 30 novembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 3^e classe **WENDELINUS**, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Blitta (cercle du centre).

30 jours, du 4 novembre au 3 décembre 1935 inclus, au commis d'administration de 6^e classe **GNASSOUNOU Richard**, en service au chemin de fer (comptabilité-matière), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 8 novembre au 7 décembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 3^e classe **MENSAH Christophe**, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 novembre 1935 inclus, au commis d'administration de 7^e classe **KOKOU Louis**, en service à la subdivision de Lomé (cercle du sud), pour en jouir au Togo.

Sanctions

Par décisions des :

8 octobre 1935. — Une punition de 4 jours de suspension de solde, est infligée à l'infirmier de 4^e classe **LAWSON Eliah**, en service à Pagouda, pour négligence dans son service.

10 octobre 1935. — Une punition de 2 jours de suspension de solde, est infligée au commis d'administration de 6^e classe **DJELOU Michel**, en service au bureau des finances, pour négligence dans son service.

La punition de 2 jours de suspension de solde, pour refus d'obéissance, infligée suivant rapport par le commandant de cercle de Klouto, au mécanicien de 5^e classe **KODJO Laurence**, est portée à 10 jours de suspension de solde.

11 octobre 1935. — Une punition de 10 jours de suspension de solde, pour mauvaise manière de servir, est infligée au moniteur auxiliaire d'agriculture de 2^e classe **AGBOKOU Martial**, en service à la circonscription agricole d'Anécho.

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Agrément de stagiaires

Sont agréés à compter des :

Comme miliciens de 2^e classe stagiaires :

1^{er} octobre 1935. — **N'POLO**, ex-1^{re} classe de tirailleurs sénégalais.

15 octobre 1935. — **MONTEIRO**, ex-1^{re} classe de tirailleurs sénégalais.

Comme stagiaires catégorie A. :

1^{er} octobre 1935. — OORO, ex-2^e classe de tirailleurs sénégalais.

AMARNE, ex-2^e classe de tirailleurs sénégalais.

*2^e — Garde indigène :***Licenciement**

Est licencié à compter du 15 octobre 1935, le garde de 2^e classe HOUNGONOU Henri, N° Mle 1048, du peloton d'Anécho, pour « mauvaise manière habituelle de servir ».

*1^{er} — Compagnie de milice :***Permission**

Par décision du :

16 octobre 1935. — Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} novembre 1935, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au caporal AGBA, N° Mle M/118/B. T. de la compagnie de milice en service au détachement de Nawaré, pour en jouir au village de Kédian (subdivision de Lania-Kara).

*2^e — Garde indigène :***Rengagement**

Est rengagé pour 1 an à compter du 10 décembre 1935, le garde de 2^e classe AKEYI, N° Mle 661, du peloton de Sokodé.

Permission

Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} novembre 1935, avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour lui et sa famille, est accordée au garde de 2^e classe SAMA, N° Mle 916, du peloton de Lomé, pour en jouir à Kandé (subdivision de Mango).

DÉSIGNATION D'UN FONCTIONNAIRE

pour suppléer l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé

Par arrêté du :

12 octobre 1935. — M. MOAL, administrateur-adjoint des colonies, adjoint au commandant du cercle du sud, est désigné pour suppléer, en cas d'absence ou d'empêchement, l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé, sauf en ce qui concerne l'état civil dont est chargé M. VITINI, membre de la commission municipale.

AFFECTATION SPÉCIALE — CLASSEMENT

Par décision du commissaire de la République en date du 17 août 1935 :

M. DE SAINT-ALARY (Jean François), administrateur de 1^{re} classe des colonies, lieutenant de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. n° 8, appartenant à la classe 1908/1916, est classé dans l'affectation spéciale pour compter du 1^{er} août 1935, au titre du tableau n° 2 (administration des circonscriptions).

M. LESCANNE (Maurice Marie Joseph), ingénieur des ponts et chaussées, lieutenant de réserve du génie au B. T. S. n° 8, appartenant à la classe 1924/1925, est

classé dans l'affectation spéciale pour compter du 1^{er} août 1935, au titre du tableau n° 2 (service du chemin de fer, du wharf et des travaux publics).

Par décision du commissaire de la République en date du 21 septembre 1935 :

M. BARETTE (Camille Jacques), directeur général de la compagnie française de l'Afrique occidentale au Togo, lieutenant de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. n° 8, appartenant à la classe 1915, est classé dans l'affectation spéciale pour compter du 20 septembre 1935, au titre du tableau n° 5 (entreprises commerciales).

ALLOCATION

Par décision du :

12 octobre 1935. — Est payable pour compter du 1^{er} janvier 1935, l'allocation accordée à la jeune métisse Melanie KISSEM, âgée de 9 ans, par la décision n° 253 du 1^{er} juin 1935.

M^{me} ROUCAIROL, en religion sœur Marie de Calvaire, est désignée pour recevoir le montant de cette allocation.

COLLECTEURS D'IMPOTS

Par décision du :

16 octobre 1935. — Sont désignés comme collecteurs d'impôts et taxes les fonctionnaires dont les noms suivent :

M. CHOPIN, administrateur-adjoint des colonies, pour la subdivision de Palimé.

M. LAUQUÉ, adjoint principal des services civils, pour la subdivision d'Atakpamé.

COMMISSION MUNICIPALE DE LA COMMUNE MIXTE DE LOMÉ

Par arrêté du :

12 octobre 1935. — L'article 2 de l'arrêté du 31 décembre 1932, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« M. VITINI, membre titulaire de la commission municipale est nommé adjoint à l'administrateur-maire et est chargé en cette qualité de l'état civil de la commune-mixte ».

ENERGIE ELECTRIQUE

(Tarifs de vente de l')

Par décision du :

12 octobre 1935. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le premier semestre 1936 :

C°	:	1.175,1919
C'	:	785,066
M°	:	1,724
M'	:	1,4147
I°	:	387,50
I'	:	348,50

En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 1^{er} semestre 1936, sont ainsi déterminés :

1° — pour Lomé	{	prix du K. W. H. lumière	: 4,00
	{	prix du K. W. H. force	: 3,16
2° — pour Anécho	{	prix du K. W. H. lumière	: 4,42
	{	prix du K. W. H. force	: 3,58

INSPECTION DES PRODUITS

Par décision du :

8 octobre 1935. — Est ratifié le licenciement de son emploi, pour incapacité professionnelle du nommé Benoît Loko, vérificateur des produits.

POLICE

(prestation de serment)

Par décision du :

10 octobre 1935. — Le commandant du cercle d'Aného, est délégué aux fins de recevoir le serment de l'inspecteur auxiliaire de police TCHAKOROM Honoré, titularisé par arrêté n° 387 du 29 août 1935.

TRIBUNAL COLONIAL D'APPEL

Par arrêté du :

9 octobre 1935. — M. SANSON, administrateur-adjoint des colonies, est nommé membre du tribunal colonial d'appel, en remplacement de M. NATIVEL, administrateur-adjoint des colonies, appelé à d'autres fonctions.

Il aura droit en cette qualité aux vacations prévues par les arrêtés du 20 mai 1933 et 24 novembre 1934.

DOMAINES**Vente aux enchères publiques**

Le dimanche 17 novembre 1935 à 10 heures 30 au garage central à Lomé, il sera procédé à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, d'automobiles ci-après désignées provenant de matériel condamné :

4 Automobiles de tourisme 6 et 10 CV.

6 Camions et camionnettes.

4 Tracteurs Latil 14 CV.

N.B. La séance d'adjudication primitivement fixée au 9 novembre est supprimée.

Il sera perçu 5% en sus du prix principal.

Le prix principal et le pourcentage en sus devront être payés, à la caisse du receveur des domaines à Lomé avant la livraison et au plus tard le lendemain de la vente, sauf dispositions contraires qui seront, le cas échéant, annoncées avant la séance.

à Lomé, le 22 octobre 1935

Le receveur des domaines,
PEYROTTE.

**Avis de demandes d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Suivant réquisition, n° 982, déposée le 19 octobre 1935 le sieur Bonifacio Amenq, profession d'horloger, demeurant à Accra (Gold-Coast) et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction en briques cuites, couverte en tôle à seul rez-de-chaussée, à usage d'habitation d'une contenance

totale de 3 ares 94 centiares, situé à Lomé, quartier n° 6, commune-mixte de Lomé, cercle du sud et borné au nord par la rue de Champagne, à l'est par terrain à Lucas Senayah, au sud par terrain à Acolatsé Alfred, à l'ouest par terrain aux héritiers Théodor Assah.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 983, déposée le 19 octobre 1935

1° — le sieur Ambroise Samuel Ahyee, sans profession, demeurant et domicilié à Lomé, célibataire, 2° — le sieur Samuel Ahyee, commerçant, demeurant et domicilié à Lomé; le premier en qualité de co-propriétaire, le second en qualité de tuteur légal de ses enfants, encore mineurs, également co-propriétaires, savoir :

1° — Martine Samuel Ahyee, sans profession, demeurant et domiciliée à Lomé;

2° — Maria Samuel Ahyee, sans profession, demeurant et domiciliée à Lomé;

3° — Véronique Samuel Ahyee, sans profession, demeurant et domiciliée à Lomé ont demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 20 ares 02 centiares, situé à Lomé, (quartier n° 6), commune-mixte de Lomé (cercle du sud), et borné au nord par la rue de Verdun, à l'est par terrain aux héritiers Patrick Seddoh et terrain à Fayosewo, au sud par la route de Bè, à l'ouest par terrain à Adjamgba, Adama, Stanislas Adotévi.

Ils déclarent que ledit immeuble appartient aux personnes susnommées et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de 1^{re} instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

NOMINATION D'UN CONSUL

M. Charles BINDER-KOTBRA, est nommé consul général de Hongrie à Paris avec juridiction sur l'Afrique équatoriale et occidentale française, Madagascar et ses dépendances, les colonies françaises d'Asie et les colonies françaises d'Amérique et d'Océanie.

AVIS AUX NAVIGATEURS

Suivant communication en date du 24 septembre 1935 de M. le gouverneur de la Gold Coast,

la bouée « Nembe » située dans la rade d'Accra a été remplacée dans la position suivante :

Flèche de l'église de la Trinité	332° 54' 46"
Phare	296° 15' 01"
Mât du drapeau du château	37° 50' 35"

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Inspection générale des travaux publics

N° 98. — La bouée signalant l'épave située dans la rade d'Accra a été replacée dans la position suivante :

Phare	315°
Extrémité du brise-lames	347°
Flèche de l'église	360°
Pavillon du château	50°

N° 99. — Les navigateurs qui pourraient escaler dans la rade de Winneba, sont avisés qu'un navire y a perdu son ancre de tribord et 30 brasses de câble, dans la position suivante :

290 degrés du vieux fort, à une distance de 8 encablures, dans 28 pieds d'eau.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

ENTREPRISES

E. BOUQUEREAU & C^{ie}

Boite Postale 106

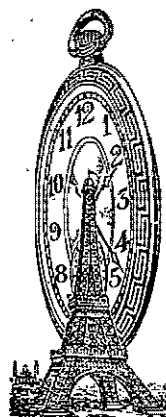


DAKAR

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

PASSEZ VOTRE

Plan d'Immatriculation

et

Plan de Construction

chez

ALFRED C. AYITEY

GÉOMÈTRE ET DESSINATEUR PATENTÉ

Avenue des Alliées

— LOMÉ

VITTEL

VILLE DE SANTÉ DES COLONIAUX

DÉSINTOXICATION

des voies urinaires: **GRANDE SOURCE**

des voies biliaires: **SOURCE HÉPAR**

DANS LE CLIMAT FRAIS TONIQUE ET

RECONSTITUANT DES VOSGES

Toutes les distractions des Grandes Villes d'Eaux

SAISON DU 25 MAI AU 20 SEPTEMBRE